

Où est Annaïg Le Meur ?

Après 6 mois premiers mois de mandat, pour de nombreux Quimpéroises et Quimpérois une question se pose : où est la députée LREM Annaïg Le Meur, que fait-elle, que défend-elle ?

En pleine campagne, elle se voulait rebelle et à même de s'opposer aux choix du Gouvernement si elle estimait qu'ils n'étaient pas les bons pour les citoyens et pour Quimper. Aujourd'hui elle est totalement inaudible sur l'ensemble des premières réformes de ce quinquennat qui impactent fortement notre Ville et ses habitants. Votant, le petit doigt sur la couture du pantalon, l'ensemble des lois proposées par le gouvernement d'Édouard Philippe, elle reste ainsi sourde aux nombreuses interpellations des associations locales, des élu.e.s et des citoyen.nes.

Un rapide tour d'horizon des premières mesures emblématiques de ce nouveau Gouvernement et des votes de Mme la Députée suffit à s'en convaincre :

- Le budget 2018 acte la baisse du budget pour les bailleurs sociaux. Pour l'OPAC de Quimper se sont 4M€ de perdus ; près de 15M€ pour l'ensemble des bailleurs sociaux du Département. Avec des conséquences importantes pour les locataires : moins de réhabilitations de logements et un accès plus difficile à ceux-ci car baisse des projets de constructions. Les entreprises du bâtiment vont voir baisser leurs carnets de commandes alors que le secteur sort aujourd'hui la tête de l'eau. Face à ces bouleversements à venir, ici à Quimper, Mme la Députée, est restée quasi muette, se contentant de répéter aux associations les éléments de langage fournis par son Gouvernement.
- Elle a voté la suppression de 180 000 contrats aidés. Devant la mobilisation locale, sa réaction face à cette baisse brutale et non accompagnée par le Gouvernement était de dire aux associations « qu'elles n'avaient qu'à augmenter les cotisations... ». Quelle méconnaissance du rôle et de la diversité des associations dans la vie sociale quimpéroise ! Récemment dans une émission politique régionale et devant une responsable associative qui perdait son emploi, elle s'est auto-félicitée, il fallait même « la remercier », d'avoir défendue un amendement auprès de son propre Ministre pour obtenir un fléchage des contrats restants sur la Politique de la ville. Elle se contente de peu ! Aucun mot par contre pour les 180 000 personnes dans toute la France et à Quimper qui vont perdre leur emploi et sortir de leur démarche de formation et d'insertion professionnelle.
- Le Gouvernement a également annoncé la disparition du projet de ligne TGV Quimper-Paris pour rapprocher la pointe Bretonne de la capitale. Nous savons toute l'importance et le combat mené par tous les acteurs locaux, entreprises comme élu.e.s, en faveur de cette ligne pour l'attractivité économique et touristique de la pointe Bretonne. Là encore, Mme la Députée est bien étrangement aphone. Est-elle solidaire de cette décision ? Renonce-t-elle à défendre le Finistère ?
- Mardi 21 novembre elle a enfin voté le projet de loi de Finances 2018. Suppression de l'ISF pour 170 000 foyers, création d'une Flat Tax dont la mise en place va profiter pour moitié aux 1 % les plus riches des ménages, suppression de la 4^{ème} tranche de la taxe sur les hauts salaires d'un côté. Augmentation de la CSG pour 8 millions de retraités et agents de la fonction publique, diminution des aides familiales, suppression de l'obligation du tiers payant généralisé, réduction des cadres du compte pénibilité d'un autre côté. L'examen des faits est simple : Mme la Députée vient de voter le renforcement des inégalités entre les Françaises et les Français.

Elle accompagne donc sans sourciller la politique libérale de son Gouvernement qui remet en cause le principe de solidarité tant entre les Français qu'entre les territoires et menace la continuité des services publics et l'action des associations.

Notre députée aura-t-elle le courage de changer de position en choisissant de soutenir son territoire plutôt que son Parti ? Les premiers mois de sa législature semblent démontrer le contraire...